

Le PGE ouvre ses frontières à toute l'Europe progressiste¹

Bruno Odent

Réuni en congrès à Berlin, le Parti de la gauche européenne, qui rassemble des formations communistes, de gauche radicale et écosocialistes de tout le continent, entend stimuler des alternatives à l'austérité.

Le Parti de la gauche européenne (PGE) veut changer de braquet. Réuni pendant trois jours à Berlin pour son 5^e congrès, il entend faire front contre la montée des nationalismes et les dangers de dislocation de l'Union européenne (UE). Le moyen d'y parvenir, souligne le PGE, produit de la réunion des partis communistes, de gauche radicale, « rouge-Verts » ou écosocialistes de l'ensemble du continent, est de promouvoir l'émergence d'une « Europe solidaire et progressiste ». Pierre Laurent (PCF), qui présidait la formation depuis six ans et qui a passé le relais à Berlin à Gregor Gysi, a évoqué les lourdes responsabilités qui pèsent aujourd'hui sur le parti européen. Il s'agit de trouver les forces et les moyens d'éviter que « les impasses » d'une construction européenne de plus en plus autoritaire, antidémocratique et qui « dépossède les peuples de leur souveraineté », ne finissent par faire le jeu de la droite radicalisée ou de l'extrême droite. « Nous sommes confrontés à une césure extrêmement grave ! » a lancé Bernd Riexinger, coprésident de Die Linke, puissance invitante de ces assises. Il pointe, lui, « un discrédit des élites » européennes « très dangereux » car il profite d'ores et déjà à plusieurs formations d'extrême droite, qu'elles soient les principales instigatrices du Brexit en Grande-Bretagne, qu'elles accèdent carrément au pouvoir dans plusieurs pays comme en Pologne, en Hongrie ou au Danemark, ou qu'elles étendent leurs positions dans des dimensions de plus en plus préoccupantes, comme en France ou même en Allemagne.

Rassembler la société civile, le mouvement social et les syndicats

Le PGE qui a été créé par 13 partis en 1999 en compte aujourd'hui 32. Lors des dernières élections européennes, il a pu globalement renforcer ses positions. Le groupe de la Gauche unitaire/Gauche verte nordique (GUE/NGL) au Parlement européen compte désormais 51 membres (contre une trentaine lors de la précédente législature). Néanmoins, le PGE

reste encore loin d'être en capacité d'afficher une visibilité et une force suffisantes pour faire face aux immenses défis qui se profilent aujourd'hui.

Les délégués à ces assises se sont d'ailleurs longuement penchés sur l'évaluation des forces et des faiblesses du parti européen. Ils ont relevé « un certain manque de visibilité » ou une « trop grande inertie » du processus de décision. Pour que la « grande diversité » des partis membres devienne vraiment un atout, il fallait faire évoluer le fonctionnement du parti. La création d'un forum permanent appelé à se réunir tous les ans et à constituer « un événement fédérateur en Europe », selon Pierre Laurent, grand initiateur de cette formule, est l'une des principales innovations adoptées par le congrès.

Face à la crise historique qui traverse l'UE, l'ambition de ce forum est de fournir un outil pour rassembler non seulement les partis de gauche dans leur diversité, mais bien au-delà des acteurs de la société civile, du mouvement social, les syndicats. Il s'agit de se mobiliser pour « refonder l'Europe » et faire grandir une alternative progressiste et solidaire, seul moyen vraiment efficace de conjurer les menaces. Sinon, cette Union européenne « non démocratique, non transparente, bureaucratique, inégalitaire et militarisée va accoucher de monstres », a prévenu Gregor Gysi, le nouveau président du PGE (lire notre entretien page 14).

Le nouvel épisode de chantage de Berlin à l'égard d'Athènes, survenu quelques heures avant le début du congrès, a soulevé l'indignation parmi toutes les délégations. Le gouvernement de gauche grec a décidé d'utiliser les quelques marges de manœuvre que lui permet le regain de croissance enregistré en 2016 pour verser une prime de Noël de 380 euros aux retraités les plus démunis. Il n'en fallait pas moins pour faire sortir aussitôt de sa boîte le monsieur veto de l'ordo-libéralisme européen. Wolfgang Schäuble, le ministre des Finances allemand, a menacé Athènes de lui couper les robinets du crédit et de stopper le moindre processus de restructuration de sa dette. Dans son intervention devant le congrès, Alexis Tsipras a fait part de sa détermination à « continuer le combat ». Longuement applaudi, il a insisté sur le besoin de faire évoluer les rapports de forces sur le continent, seul moyen de desserrer l'étau dans lequel Bruxelles et Berlin veulent maintenir son pays. « Il faut rompre avec la logique des traités », a souligné en écho un intervenant italien en relevant que cette démarche était précisément au cœur de l'objectif

Gregor Gysi :

« Il faut que nous parvenions à rassembler davantage »¹

Bruno Odent : *L'Europe est menacée par de multiples forces centrifuges. Est-il encore possible de la sauver ?*

Gregor Gysi : C'est très difficile. Les dirigeants européens dominants doivent comprendre qu'ils sont en train de tuer l'Europe. S'ils s'entêtent sur la voie actuelle, il va y avoir de plus en plus de majorités hostiles à l'UE. Parmi ces dirigeants, ceux de mon pays portent une responsabilité écrasante. Juste deux exemples : au moment même où le Parlement européen veut suspendre les négociations d'adhésion avec la Turquie à cause du comportement de plus en plus dictatorial d'Erdogan, la chancelière Angela Merkel continue, elle, de discuter avec Ankara. Elle est dans le déni. C'est une honte. Tout comme l'attitude de Berlin à l'égard d'une autre décision démocratique que s'apprête à prendre le Parlement grec en adoptant le versement d'une prime pour les retraités. Merkel et son ministre des Finances, Wolfgang Schäuble, menacent d'abandonner les discussions sur la restructuration de la dette grecque alors que celles-ci n'ont pas commencé ! Quand on a décidé ici de renflouer la Commerzbank, cela n'a pas souffert la

moindre discussion. Et pourtant les contribuables allemands ont versé 18 milliards d'euros. Cette fois-ci, il ne s'agit pas d'une banque mais d'une prime de survie, si indispensable aux retraités grecs. Et on prétend la refuser en s'appuyant sur des principes et des logiques morbides pour le projet européen. C'est insupportable et c'est cela qu'il faut changer de fond en comble en Europe.

B. O. : *Le congrès du PGE a été placé sous le signe de la construction d'alliances très larges, destinées à changer les rapports de forces. Comment comptez-vous impulser cette nouvelle dynamique ?*

G. G. : Je compte beaucoup sur ce que nous avons décidé ici pour la mise en place d'échanges permanents et élargis, ponctués par la convocation d'un forum annuel. Il faut que nous parvenions à rassembler davantage de formations de gauche en Europe, mais aussi des syndicats, des associations, des acteurs du mouvement social dans leur diversité. Nous devons amplifier partout les combats contre l'Europe néolibérale, les résistances aux nationalismes et à l'extrême droite. En Allemagne, par exemple, les syndicats se sont mobilisés massivement contre le traité de libre-échange transatlantique. Bon nombre de dirigeants de PME en ont fait autant. C'est la conjugaison de tout cela qui a pu permettre l'émergence d'une si forte résistance au TTIP en Allemagne. Nous avons besoin de multiplier les alliances de ce type au niveau européen.

B. O. : *Quelle est la réalité de la situation sociale au sein de la première puissance économique de l'UE ?*

G. G. : Il faut se garder des stéréotypes sur la prospérité allemande. L'Allemagne est le pays qui possède le plus vaste secteur à bas salaires de toute l'Europe. Les démontages sociaux entamés sous Schröder ont eu des effets ravageurs. Quant à l'application à la lettre des dogmes de l'équilibre budgétaire, ils débouchent sur des retards d'investissement qui s'élèvent aujourd'hui à la bagatelle de 137 milliards d'euros. Il faut voir dans quel état sont nos écoles, nos routes, etc.

B. O. : *N'est-ce pas au sein de cette population meurtrie que prospère une extrême droite qui paraissait marginalisée jusqu'ici en Allemagne ?*

G. G. : Tout à fait. L'Alternative pour l'Allemagne (AfD) réalise ses meilleurs scores parmi les gens qui vont mal, qui ont été précarisés ou qui ont peur d'être déclassés. Ce parti a réussi à instiller chez ces personnes qui s'abstenaient massivement dans les précédents scrutins le poison de la xénophobie contre les migrants et les réfugiés.

Bruno Odent

1. Interview réalisée à Berlin le 17 décembre 2016.

recherché avec l'instauration de la nouvelle dynamique progressiste européenne qu'entend impulser le PGE.

Le document politique adopté hier peut en fournir les munitions. Il avance des axes d'actions « pour sortir de l'austérité » et propose notamment un pacte pour un modèle de développement européen alternatif. Il avance l'idée de la mise en place d'un « fonds de développement social et écologique européen ».

Dans une ambiance particulièrement chaleureuse et fraternelle

Dans l'Europe ordo-libérale à bout de souffle, la Banque centrale européenne (BCE) déverse quelque 80 milliards d'euros tous les mois sur les marchés financiers en déclenchant la planche à billets. En vain, puisque la croissance reste poussive dans la zone euro. Il faut que ce crédit gratuit (les taux d'intérêt de la BCE sont à 0 %) puisse être réorienté vers des initiatives utiles pour l'activité et l'emploi comme le financement de ce fonds de développement social et écologique, a plaidé Frédéric Boccard (PCF, France) en invitant à la création d'un groupe de travail du PGE dédié précisément à « l'autre rôle » que devrait jouer la BCE.

D'autres menaces assombrissent le ciel européen. La guerre est en Ukraine, toute proche des frontières de l'Union européenne. Jean-Claude Juncker, François Hollande et Angela Merkel ont choisi de verser dans l'escalade de la militarisation de l'Union européenne. Comme pour répondre par avance aux injonctions du nationaliste Donald Trump, futur président des États-Unis, qui souhaite que ses « alliés » contribuent davantage à l'effort de guerre. Il faut stopper cette course folle, a plaidé Tobias Pflüger (Die Linke, Allemagne). Le congrès a adopté une motion en faveur d'un système de sécurité européen alternatif, fondé sur la base de l'Organisation de sécurité et de coopération en Europe (OSCE). Au lieu de jouer les tensions avec la Russie, il s'agit au contraire d'inclure Moscou dans des discussions politiques et dans la recherche de moyens de garantir la paix sur le continent.

Le PGE a choisi de se tourner vers les forces progressistes du monde entier, accueillant dans son congrès des invités venus de tous les continents. Tout en



marquant une relation privilégiée avec l'Amérique latine, et singulièrement avec les membres du Forum de São Paulo (lire notre encadré).

Le congrès a adopté des motions de soutien aux partis membres engagés dans les campagnes des élections très importantes qui auront lieu en 2017 : le PCF et le Parti de gauche en France, Die Linke en Allemagne. Éric Coquerel (Parti de gauche, France) s'en est longuement réjoui à la tribune en se disant persuadé que Jean-Luc Mélenchon « sera au second tour de la présidentielle ».

Dans une ambiance particulièrement chaleureuse et fraternelle, le PGE a élu sa nouvelle présidence collective. Avec Gregor Gysi, qui devient la figure du parti, Pierre Laurent (PCF, France), Maïté Mola (PCE, Espagne), Paolo Ferrero (Refondation communiste, Italie) et Margarita Mileva (Parti de gauche, Bulgarie) vont former la nouvelle présidence collective du Parti. Le premier des forums annuels doit avoir lieu à Marseille, à l'automne 2017. Les frontières du rassemblement de l'Europe progressiste sont ouvertes.

Premier séminaire commun avec les partis latino-américains participant au Forum de São Paulo

Les partis progressistes européens, membres du PGE, et ceux, latino-américains et des Caraïbes, qui participent au Forum de São Paulo (FSP) ont concrétisé à Berlin un rapprochement entamé depuis plus d'une décennie. Pour la première fois, ils ont décidé d'organiser pendant deux jours, à la veille du congrès du PGE, un séminaire qui a planché sur plusieurs sujets d'intérêts et de réflexion communs. Les deux parties sont confrontées à des enjeux voisins dans un contexte où des regroupements régionaux destinés à fortifier la coopération et la solidarité « apparaissent pertinents dans le contexte de la mondialisation », souligne Obey Ament (PCF, France), un des principaux animateurs de ce rapprochement progressiste transatlantique. Ida Iliade (Parti des travailleurs, Brésil) est montée à la tribune du congrès du PGE pour souligner combien ces échanges d'idées et la solidarité étaient « précieux dans cette période de contre-offensive néolibérale tous azimuts où les acquis des gouvernements de gauche du continent latino-américain sont systématiquement démantelés ou mis en question ».